

Le déficit de la balance commerciale se creuse de plus en plus

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4939 - Lundi 25 novembre 2019 - Prix : 10 DA

Tizi Ouzou

La route nationale de nouveau bloquée par des transporteurs de voyageurs à Makouda

En cette période de pluie et de neige

Les accidents de la route se multiplient et le nombre de morts s'alourdit

Ce printemps qui n'est plus uniquement arabe

Par Mohamed Habili

Les troubles au Chili ne se sont pas apaisés que voilà la Colombie qui se démonte à son tour, et sur des modes généraux à ce point similaires qu'on dirait une même secousse passant d'un pays à l'autre. C'est probablement ce qu'on aurait dit d'ailleurs si les deux pays partageaient des frontières, ce qui bien sûr n'est pas le cas. Jusqu'à récemment, on aurait cru que cette façon qu'ont les colères populaires de traverser les frontières était quelque chose de particulier au monde arabe, qui lui se présente comme un continuum. Les médias ont appelé cette première vague de révoltes le Printemps arabe, soi-disant en référence au printemps des peuples européens du milieu du 19^e siècle. Tout récemment encore, on a cru qu'une deuxième vague enflait, qui après avoir soulevé le Soudan, a rejailli en Irak, puis dans un deuxième temps au Liban. Comme l'Algérie connaissait, mais depuis plus longtemps, des manifestations sur une bonne partie de son territoire, certains se sont avisés d'amalgamer son cas à celui de ces deux pays, sans soucier ce faisant de l'objectivité ni même de la vraisemblance. Au Soudan d'abord, en Irak et au Liban ensuite, la colère a éclaté sur des motifs qui au commencement étaient purement sociaux, alors qu'en Algérie, les revendications n'ont jamais cessé d'être exclusivement politiques. Au Chili et en Colombie, comme au Soudan et au Liban au début du mouvement en tout cas, la révolte est purement sociale.

Suite en page 3

Deuxième semaine de campagne électorale

Des engagements en série pour tenter de convaincre



Le refus de toute ingérence étrangère dans les affaires du pays et la question de la récupération des fonds transférés illicitement, estimés par les experts à des centaines de milliards de dollars, sont deux promesses tenues hier par les candidats en lice pour la présidentielle du 12 décembre, lors de leurs sorties médiatiques et leurs meetings.

Lire page 2

PH/D. R.

20^e édition à Alger du Sitev

Le Salon international du tourisme et des voyages inauguré

Tizi-Ouzou

Ouverture haute en couleur du Salon Djurdjura des arts plastiques

Deuxième semaine de campagne électorale

Des engagements en série pour tenter de convaincre

■ Le refus de toute ingérence étrangère dans les affaires du pays et la question de la récupération des fonds transférés illicitement, estimés par les experts à des centaines de milliards de dollars, sont deux promesses tenues hier par les candidats en lice pour la présidentielle du 12 décembre, lors de leurs sorties médiatiques et leurs meetings.

Par Louiza Ait Ramdane

Pour le candidat indépendant, Abdelmadjid Tebboune, invité du Forum du quotidien «*El Hiwar*», «*tout le monde sait où se trouvait l'argent détourné. Ce n'est un secret pour personne*». Il se trouve selon lui, dans des paradis fiscaux et sous forme de propriétés au nom des responsables et hommes d'affaires et leurs proches à l'étranger. «*Qui d'entre vous n'a pas entendu un homme d'affaires affirmer qu'il investirait son argent en Suède et dans d'autres pays*», s'est interrogé Tebboune, précisant : «*c'est là-bas que nous trouvons donc l'argent pillé des Algériens*». Il ajoute qu'il ne révélera pas ses méthodes pour récupérer cet argent. «*Je ne vous donnerai pas mes méthodes pour combattre ces personnes, mais je sais comment récupérer cet argent. Je connais des méthodes juridiques. L'Algérie a besoin d'un président légitime et d'institutions légitimes*», a-t-il précisé.

Dans un entretien accordé au quotidien «*El Khabar*», Abdelmadjid Tebboune l'ex-Premier ministre accuse la «*bande*» d'avoir incarcéré son fils. Interrogé sur la dernière polémique suscitée notamment par l'arrestation de l'homme d'affaires, Omar Allilat, et le départ de son directeur de campagne Abdellah Baali, le candidat estime qu'il s'agit d'un complot orchestré par la «*bande*» (el Issaba). Il s'est indigné du fait que des médias évoquent le nom de son autre fils, qui se serait ingéré dans la direction de campagne. Pour lui, la «*bande*» cherche à mettre son second fils en prison, après qu'ils aient emprisonné le premier. «*Le dernier complot de la bande est similaire à celui de 2017 quand j'étais premier ministre. J'étais et je suis encore ciblé par la bande*», a-t-il déclaré. Il a précisé que la révision de la Constitution et sa conformité aux exigences du mouvement populaire seront la première décision que je prendrai si le peuple m'élit président. Sur l'affaire de Omar Allilat et sa relation avec lui, il tient à préciser que «*Allilat n'est pas un milliardaire et je sais qu'il en souffre de ce côté-ci depuis presque deux ans*». Il ajoute : «*Ce qui a été dit sur moi et ma relation avec lui sont des mensonges*». À ses dires, «*Allilat n'a pas financé sa campagne même par un million de centimes*». Tebboune a par ailleurs, demandé à ceux qui veulent enquêter sur cette affaire de contacter l'expert comptable au niveau de la direction de campagne. Pour terminer il déclare



que «*Allilat est sous enquête et personne n'est au-dessus de la loi*».

L'autre candidat à la présidentielle, Ali Benflis, a indiqué lors d'un meeting organisé à Msila, que «*la politique étrangère de l'Algérie trouve ses fondements dans la diplomatie de la Révolution de Novembre, avec ses éléments relatifs à la libération des peuples, l'égalité, la coopération internationale et la non-ingérence dans les affaires internes des Etats*». Il ajoute que «*les pays étrangers nous respecteront davantage quand ils sauront qu'il y a un consensus natio-*

nal sur sa politique étrangère». Le candidat s'est engagé à relancer le projet de l'Union du Maghreb, qui prévoit un dialogue direct entre toutes les parties, afin d'examiner les foyers de tension existants et de trouver des solutions. Une revisite de l'accord avec l'Union européenne serait également envisagée. Benflis a affirmé au cas où il arrivera au palais d'El Mouradia, le Parlement obligera le ministre des Affaires étrangères à rendre des comptes, soulignant que cela s'est produit une seule fois avec injustice par le pouvoir en place à l'époque. Le candidat a



différentes régions», a-t-il souligné. Ali Benflis dit qu'il ne cherche «*ni richesse, ni pouvoir*». «*Je ne me porte pas candidat pour tromper le peuple. J'ai peur d'Allah, et celui qui craint son Dieu ne vole pas son peuple*», a-t-il déclaré.

Le candidat à la présidentielle a promis s'il est élu président, il n'y aurait pas de personnes suspectes dans son staff. «*Je suis contre le recrutement par les connaissances*». Le président du parti Talaia El Houriyet a, par ailleurs, réaffirmé le choix le plus rapide et le plus viable pour sortir de la situation actuelle du pays, à savoir la tenue des élections. La question économique a dominé le discours du candidat Azzedine Mihoubi qui a promis à partir de Biskra qu'il œuvrera pour l'instauration de nouvelles lois dans le but de protéger les investisseurs et les producteurs, soulignant son intention s'il était élu président, à ouvrir des agences pour commercialiser la

«*Deglet Nour*» algérienne en Europe, en Asie, en Amérique et en Afrique, pour protéger les dattes algériennes dans le monde. Mihoubi a promis de mettre fin à la bureaucratie, qui ralentit l'économie nationale. L'ex-ministre de la Culture a indiqué par ailleurs que la majorité du peuple opte pour le vote. Mihoubi a déclaré qu'il refusait l'ingérence de certains parlementaires européens dans les affaires intérieures du pays, soulignant que ces ingérences sont une preuve de leur peur de la volonté du peuple. L. A. R.

Présidentielle/campagne/autorité

L'ANIE se félicite du respect des candidats et des médias de la Charte d'éthique des pratiques électorales

L'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE) s'est félicitée samedi du «*respect*», par les candidats et les médias, de la teneur de la Charte d'éthique des pratiques électorales, rappelant les démarches entreprises pour la résolution de tous les différends quelle qu'en soit l'origine en œuvrant à remettre les choses à leur situation normale. Un communiqué de l'ANIE a indiqué que son président, Mohamed Charfi s'est adressé aux candidats à la prochaine présidentielle et aux médias en les félicitant pour «*leur respect de la teneur de la Charte d'éthique*», rappelant que son Autorité «*œuvrait conformément à ses statuts, à la loi régissant son fonctionnement et suivant la Charte d'éthique (...) dans le cadre de la transparence, de la justice et de l'égalité entre toutes*

les parties». «*L'ANIE entreprend les démarches nécessaires en cas de différends pour résoudre la situation et remettre les choses à leur situation normale*», a-t-on indiqué. Estimant que la signature de la Charte par l'ensemble des candidats est «*un précédent démocratique unique en son genre en matière d'élections au niveau international (...)* devenu très important grâce à l'implication de tous les médias», l'ANIE a indiqué que toutes les parties signataires se sont engagées à faire de cette présidentielle un rendez-vous «*modèle*» et d'œuvrer à ce que ces «*élections se déroulent dans une atmosphère fraternelle à même de mener à bien cette échéance décisive durant ce processus historique que traverse l'Algérie*». L'ANIE a mis en avant «*le courage*» des candidats qui se déplacent à tra-

vers les wilayas pour expliquer leurs programmes et mobiliser le peuple algérien afin de placer l'intérêt national au-dessus de toute autre considération. Elle a exhorté, dans ce sens, tous les candidats à «*se respecter mutuellement et se contenter d'expliquer leurs programmes, tout en évitant de laisser la chance aux détracteurs qui attendent le moment opportun pour diviser le pays*».

Les joutes verbales entre candidats, «un fait normal»

L'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE) a affirmé, samedi à Alger, que les joutes verbales entre les candidats à la prochaine présidentielle durant la campagne électorale était «*un fait normal tant que la*

Charte d'éthique des pratiques électorales est respectée». «*Les joutes verbales entre les candidats, par programmes interposés, est une pratique courante dans tous les pays démocratiques et développés, c'est un fait normal ordinaire tant qu'il reste dans le cadre du respect de la Charte d'éthique des pratiques électorales signée*», a déclaré le chargé de l'information à l'ANIE, Ali Draa, lors d'un point de presse. Concernant la date prévue pour le débat télévisé entre les cinq candidats en lice, M. Draa a fait savoir que «*la décision a été, effectivement, prise pour l'organisation de ce débat et le président (de l'ANIE), Mohamed Charfi, est en discussion avec les candidats à ce sujet*», affirmant que la date sera annoncée dès qu'elle sera fixée. Halim Y.

5,22 milliards de dollars sur neuf mois

Le déficit de la balance commerciale se creuse de plus en plus

■ La balance commerciale de l'Algérie a accusé un déficit de 5,22 milliards de dollars au cours des neuf premiers mois de 2019, contre 3,16 milliards de dollars à la même période en 2018.

Par Meriem Benchaouia

D'après les chiffres communiqués hier par la direction générale des Douanes, les exportations ont atteint près de 27,21 milliards de dollars durant les neuf premiers mois de 2019, contre 31,07 milliards à la même période de l'année dernière, soit une baisse de -12,43 %. Les statistiques provisoires de la direction des études et de la prospective des Douanes indiquent que les importations ont, pour leur part, atteint près de 32,43 mds usd, contre 34,23 mds usd, enregistrant également une baisse de moins de 5,27 %. De janvier à septembre derniers, les exportations ont assuré la couverture des importations à hauteur de 83,90 %, contre 90,76 % à la même période de l'année précédente. Les hydrocarbures ont représenté l'essentiel des ventes algériennes à l'étranger durant les neuf premiers mois de l'année en cours, soit 92,91 % du volume global des exportations, en s'établissant à 25,28 mds usd, contre près de 28,89 mds usd, à la même période 2018 (baisse de 12,52 %). Pour les exportations hors hydrocarbures, elles restent toujours marginales, avec près de 1,93 md usd, ce qui représente près de 7,1 % du volume global des exportations, contre 2,17 md usd à la même période en 2018, en baisse de 11,26 %, précisent les données de la DEPD. Les exportations hors hydrocarbures



étaient composées des demi-produits avec 1,45 md usd (contre 1,72 md usd) en baisse de près de -16 %, des biens alimentaires avec 306,10 millions usd (contre 272,56 millions usd) en hausse de 12,31 %, des biens d'équipement industriels avec 68,58 millions usd (contre 73,94 millions usd) en baisse de 7,25 %. Elles étaient composées aussi de produits bruts avec 76,82 millions usd, contre 73,39 millions (hausse de 4,68 %), les biens de consommation non alimentaires avec 26,28 millions usd, contre 26,68 millions usd (baisse de 1,48 %) et enfin les biens d'équipements agricoles avec 0,23 millions usd, contre 0,30 millions usd (baisse de

22,23 %).

Importations : poursuite de la tendance baissière

Pour ce qui est des importations, cinq groupes de produits sur les sept que contient la structure des importations ont poursuivi leur baisse durant les neuf premiers mois de 2019 et par rapport à la même période de l'année écoulée. Une situation similaire à celle déjà enregistrée au cours des huit derniers mois de 2019. En effet, les biens d'équipements industriels, qui ont représenté plus de 32 % de la structure des importations pour les neuf mois 2019, pour totaliser 10,52 mds usd contre 11,87 mds usd à la même période de com-

paraison, ont reculé de 11,46 %. Concernant les partenaires commerciaux de l'Algérie, durant les neuf premiers mois de l'année en cours, la France reste le 1^{er} client de l'Algérie et la Chine maintient toujours sa place de 1^{er} fournisseur. Durant les neuf premiers mois 2019, les cinq premiers clients du pays ont représenté plus de 52 % des exportations algériennes. A ce titre, la France maintient sa place de principal client du pays avec 3,81 mds usd (14 % du montant global des exportations algériennes), en hausse de 8,42 %, suivie de l'Italie avec 3,64 mds usd (13,38 %), l'Espagne avec 3,02 mds usd (11,09 %), les Etats-Unis avec 1,96 md usd (7,23 %) et la Grande-Bretagne avec 1,73

En cette période de pluie et de neige

Les accidents de la route se multiplient et le nombre de morts s'alourdit

Les accidents de la route se font de plus en plus nombreux et les bilans de morts de plus en plus lourds en cette période de froid, de pluie et de neige. En effet, le mauvais temps et le manque de prudence derrière le volant sont un mélange mortel qui conduit souvent les automobilistes au cimetière.

La route continue son ravage et les conducteurs prennent du « plaisir » à participer à ce massacre routier. En effet, en cette période de mauvais temps, chaque jour les bilans meurtriers de la route, qu'avance la Protection civile, demeurent surréalistes. Les causes sont très claires et la majorité des conducteurs algériens les connaissent. Le gouvernement à beau multiplier chaque année les mesures pour mettre fin à ce phénomène, mais rien n'y fait, le bilan demeure lourd. Cette semaine encore, la Protection civile a donné son verdict : la route algérienne demeure l'une des plus périlleuses au monde et le

conducteur algérien l'un des plus stressés et imprudents derrière le volant. Selon un communiqué de la Direction générale de la Protection civile publié hier, « quatre personnes ont péri et neuf autres ont été blessées dans cinq accidents de la circulation survenus durant les dernières 24 heures (la journée de samedi), à travers le territoire national ». Et durant la journée d'hier le bilan s'est alourdi avec l'enregistrement de plusieurs accidents de la route. A Oran, trente personnes ont été blessées dans un accident de la circulation, survenu au niveau de la commune de Bethioua (Est d'Oran), a-t-on appris auprès des services de la Protection civile. L'accident s'est produit aux environs de 8 h du matin, au niveau de la RN n° 11, près du pont de Chehairia, dans la commune de Bethioua, suite au renversement d'un camion semi-remorque chargé de déchets ferreux et sa collision avec deux bus de transport des travailleurs,

a indiqué la même source. Les éléments de la Protection civile ont prodigué sur place les premiers soins à 21 blessés souffrant de légères contusions. Les autres victimes atteintes de divers traumatismes ont été transférées vers la polyclinique de Bethioua. Neuf autres passagers, grièvement blessés, ont été transportés par des citoyens vers la même polyclinique. Une enquête a été ouverte pour déterminer les causes exactes de ce drame. En outre, sur l'autoroute Est-Ouest, à Oued Rekham (Ain Turk), à l'ouest de Bouira, une personne a trouvé la mort hier dans un accident de la route, selon les services de la Protection civile. « L'accident s'est produit dans la matinée, lorsque deux véhicules légers ont heurté un jeune homme de 24 ans, le tuant sur le coup », ont précisé les services de la Protection civile. Le corps de la victime a été transporté à la morgue de l'hôpital Mohamed-Boudiaf de la ville de Bouira. Une

enquête a été ouverte par les services de la Gendarmerie nationale pour élucider les circonstances exactes de ce drame. A à 47 km au nord de Béchar, 21 personnes ont été blessées dans un accident de bus de voyageurs assurant la liaison Alger-Béchar, selon un bilan officiel de la direction de l'hôpital « Tourabi-Boudjemaa ». En vue de la réduction des accidents de la route et l'ancrage d'une culture de sécurité routière, les services de la Gendarmerie nationale multiplient les campagnes de sensibilisation. Il y a quelques jours, une campagne de sensibilisation a été lancée par les services de la Gendarmerie nationale à Tipasa, sous le slogan « Durant le mauvais temps, conduisez avec prudence pour éviter le danger ». Cette campagne, qui se poursuivra jusqu'au 5 décembre prochain, coïncide avec la période hivernale, connue pour ses intempéries.

Thininene Khouchi

LA QUESTION DU JOUR

Ce printemps qui n'est plus uniquement arabe

Suite de la page une

Là aussi, une mesure de trop a été prise qui a fait déborder le vase collectif directement dans la rue. En Irak, en revanche, les couches populaires n'ont même pas attendu qu'on leur donne un prétexte pour passer à l'action, tant leur situation était déjà au plus bas et depuis longtemps. Elles se sont mises d'elles-mêmes en mouvement, le plus spontanément du monde, sans avoir eu pour cela d'une chiquenaude, d'une ultime provocation. Un beau jour, donc, les Irakiens se sont réveillés, ont regardé autour d'eux, et le spectacle qui s'est offert à eux était si désolant, si insupportable qu'un certain nombre d'entre eux sont descendus dans la rue pour s'en ouvrir aux autres. Non seulement ils y sont restés depuis, mais d'autres sont bientôt venus se joindre à eux. Dans ce pays au moins, la révolte n'a même pas eu besoin d'un détonateur, le sac étant déjà plein à craquer. Elle a jailli de son trop-plein, sous l'effet de sa seule trop forte pression sur les parois de son contenant, de son enveloppe. Ce n'est le cas ni au Chili ni en Colombie où il a fallu quand même l'appoint d'une dernière augmentation pour ménager à la lave une voie vers le dehors. Comme il y a loin, et pas que géographiquement, de l'Irak à la Colombie et au Chili, il faut bien que quelque chose dans le monde tel qu'il est aujourd'hui soit à l'œuvre ici et là, qui du moins dans ses traductions extérieures est le même. En Amérique latine, on sait ce que veulent les deux peuples en question, ou du moins ce dont ils ne veulent plus : du libéralisme libre-échangiste, dont leurs deux pays ont été des modèles dans le continent. C'est du Venezuela qu'on disait qu'il était déjà mort économiquement, mais c'est la Colombie, le bon élève libéral colombien qui soudain s'est mis à vaciller sur ses fondements. Quant au Chili, les nouvelles qui en provenaient étaient jusqu'à récemment si bonnes qu'il était le dernier pays du continent dont on eût pensé qu'il serait bientôt saisi de convulsions.

M. H.

20^e édition à Alger du Sitev

Ouverture du Salon international du tourisme et des voyages

■ Le 20^e Salon international du tourisme et des voyages (Sitev) a ouvert ses portes hier au Palais de la culture «Moufdi-Zakaria» (Alger), avec la participation de 100 exposants algériens et 5 pays étrangers.

Par Hacène H.

Le Salon, organisé sous le slogan «Algérie... émerveillez vos sens», a été inauguré par le ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Abdelkader Benmessaoud, en présence de membres du gouvernement. Le Sitev auquel prennent part la Tunisie, la Chine, l'Éthiopie, le Mali et le Niger, «revêt une importance aussi particulière, en ce qu'il constitue l'occasion pour les opérateurs locaux et étrangers de partager leurs expériences et expertises dans le domaine du tourisme et de bénéficier de cet espace de communication en vue d'échanger les vues et d'établir des relations commerciales à même de donner un élan fort à la promotion de la destination Algérie qui recèle des potentialités touristiques exceptionnelles et exclusives», a affirmé la même source. La 20^e édition du Sitev connaîtra la participation de l'ensemble des acteurs et partenaires dans le secteur du Tourisme et de l'Artisanat, parmi



lesquels, des entreprises sous la tutelle du ministère, ainsi que des agences de voyages, des opérateurs touristiques, des établissements hôteliers publics et privés, des artisans, des banques, des compagnies d'as-

surances et des transports, outre les propriétaires de start-up intéressés par ce domaine. Cette édition sera marquée par une participation de qualité des start-up et les influenceurs en termes de tourisme en leur consacrant

plusieurs espaces, tout en leur apportant l'appui et l'accompagnement nécessaires pour la réalisation de leurs projets. Plusieurs conférences animées par des experts internationaux en la matière seront organisées

en marge de cette manifestation qui verra également l'aménagement d'espaces consacrés à la présentation de différents produits d'artisanat ayant reçu le prix du meilleur produit pour cette année. Des spécialistes dans les divers domaines d'artisanat animeront des ateliers à cette occasion. L'organisation du 20^e Sitev coïncide cette année avec l'obtention par l'Algérie d'un poste à la Commission du tourisme et du développement durable, lors des travaux de la 23^e session de l'Assemblée générale de l'Organisation mondiale du tourisme (OMT), tenus en septembre dernier à Saint-Petersbourg (Russie), ainsi qu'au Conseil exécutif de la même Organisation, une réalisation, à même de «concrétiser le rôle majeur que joue l'Algérie sur les plans continental et international dans le développement de l'industrie touristique conformément aux principes du développement durable».

H. H./APS

CHU de Tizi-Ouzou

1 400 nouveaux cas de cancer pris en charge de janvier à septembre

Durant la période de janvier à septembre 2019, le CHU Nedir-Mohamed de Tizi-Ouzou, à travers ses trois services d'oncologie médicale, d'hématologie et d'hématologie pédiatrique a pris en charge 1 350 nouveaux cas, a indiqué hier un communiqué du même établissement hospitalier. Et 1 046 cas ont été traités au niveau du service d'oncologie médicale de l'unité de Belloua, 275 cas au service d'hématologie et 29 cas au service d'hématologie pédiatrique, selon les précisions fournies par la même source. Le cancer du digestif englobant (le côlon, le rectum, l'estomac, le pancréas, la vésicule biliaire, l'œsophage, le

foie et autres) reste le plus répandu avec 328 cas suivi des 284 cas enregistrés en gynécologie et 124 cas en urologie. «La répartition par localisation fait ressortir que le cancer du sein est toujours le plus dominant avec 238 cas enregistrés et pris en charge, suivi du cancer du colon avec 114 cas et celui des poumons avec 112 cas», toujours selon le même document. Le sujet féminin reste le plus affecté, à travers notamment le cancer du sein dont les statistiques restent importantes en dépit des nombreuses campagnes de sensibilisation au dépistage, souligne le CHU de Tizi Ouzou. A rappeler que l'an dernier, 350 nouveaux cas

ont été diagnostiqués entre janvier et décembre 2018. Alors que le nombre global des cancers enregistrés et pris en charge au CHU Nedir-Mohamed de Tizi-Ouzou en 2018 a été de 4 555 cas dont 1 581 nouveaux. En 2019, jusqu'au 30 septembre, pas moins de 25 764 consultations spécialisées et 18 020 séances de chimiothérapie ont été dispensées par les trois services du CHU précités, selon le CHU de Tizi Ouzou. Tandis que l'enveloppe globale consacrée à la prise en charge des cancéreux par le même établissement hospitalier durant les 9 premiers mois de 2019 a été de plus de 1200 478 517. DA. Hamid M.

CHU d'Oran

10 bâtiments en danger d'effondrement

Pas moins de 10 bâtiments au niveau du CHU d'Oran, dont la construction remonte au 19^e siècle, ont été classés en danger d'effondrement, a affirmé le directeur de cet établissement de santé, Hadj Boutouaf. «L'expertise de l'Organisme national de contrôle technique de la construction (CTC) a décidé que ces 10 bâtiments sont à démolir», a affirmé M. Boutouaf, dans une déclaration à l'APS. Il s'agit des bâtisses abritant la Direction des activités paramédicales et médicales (DAPM) et la Direction des finances et du contrôle (DFC), ainsi que les services de la neurophysiologie, de la neurologie, de la rhumatologie, du pavillon 25, ainsi que certains chalets. Pour solutionner ce problème, la direction du CHU a présenté au ministère de tutelle une étude proposant la démolition des 10 bâtiments et de transférer leurs occupants vers d'autres bâtiments, notamment au nouveau service des maladies infectieuses encore en

construction. Cette nouvelle structure s'étalant sur 9 000 m², avec une capacité d'accueil pouvant aller jusqu'à 240 lits, ne peut en aucun cas abriter un seul service, comme prévu par le projet initial, lancé par l'ancienne direc-

tion, a tranché M. Boutouaf. «La réglementation est bien claire. La capacité maximale d'un service est de 60 lits», a-t-il souligné, ajoutant que cette nouvelle bâtisse représente une réelle solution pour rénover les structures de

l'hôpital. «L'idée c'est de transférer les locataires des services vétustes vers le nouveau service. Leur démolition permettra de récupérer des assiettes foncières pour la construction de nouvelles structures», a-t-il encore expli-

qué. Le projet du nouveau service infectieux est en sa phase finale. La concrétisation du grand projet pour la rénovation du bâti de l'hôpital est en étude au niveau du ministère.

Halima N.

Les 27 et 28 novembre à Alger

3^e Symposium international sur l'hydrogène

La troisième édition du Symposium international sur l'hydrogène durable se tiendra mercredi et jeudi prochains à Alger avec la participation des principaux acteurs activant dans ce domaine, a indiqué dimanche le Centre de développement des énergies renouvelables (CDER). Organisé en collaboration avec le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, ainsi que l'Association internationale de l'énergie hydrogène (IAHE), le Symposium (ISSH2-2019) se tiendra à la Bibliothèque nationale d'El-Hamma (Alger), a précisé la même source dans un communiqué. Cette manifestation permettra aux participants de débattre des technologies de production, de stockage et d'utilisation de l'hydrogène et des carburants alternatifs dans un contexte

de développement et de transition énergétique. L'ISSH2-2019 sera également l'occasion de s'enquérir des dernières avancées dans le domaine. Les organisateurs de l'événement disent compter sur «l'expérience et l'expertise d'éminents experts internationaux afin de sortir à la fin du symposium avec des solutions, des recommandations et des actions à entreprendre pour renforcer le développement de l'hydrogène comme énergie renouvelable». Parmi les questions abordées, selon le CDER, figurent les potentiels et les limites de développement de l'hydrogène, sa place dans le mix énergétique et les procédures de son stockage, le degré d'avancée en Recherche et développement (R&D) et les enjeux de l'émergence de l'hydrogène durable. Selon la même source, avec l'avène-

ment des piles à combustibles et les exigences d'une énergie propre et durable, l'intérêt pour l'hydrogène en tant que vecteur énergétique est devenu une réalité. Cet intérêt s'est réaffirmé avec la transition énergétique et les accords sur les changements climatiques qui ont donné une impulsion à la notion de neutralité carbone. Le recours massif aux énergies renouvelables engendre des problèmes de gestion résultant de leur caractère intermittent. «Ceci provoque une grande fluctuation de la production énergétique et un déséquilibre entre l'offre et la demande», a souligné le communiqué. Pour le CDER, afin de résoudre ce problème d'intermittence, le recours à l'hydrogène comme moyen de stockage et comme produit intermédiaire s'est imposé.

May G.

Sommet Dii Desert Energy Leadership

Sonelgaz participe à la 10^e édition à Berlin

■ Le P-dg de Sonelgaz, Chaher Boulakhras, prendra part, les 25 et 26 novembre 2019 à Berlin, au 10^e Sommet de «Dii Desert Energy Leadership», a indiqué hier la Société nationale de l'électricité et du gaz dans un communiqué.

Par Salem K.



Ph/D.R.

Portant sur le thème «La transition énergétique dans le monde arabe», cet événement est associé au 10^e Forum sur l'énergie arabo-germanique. La participation de M. Boulakhras au Sommet de Berlin, marque «l'intérêt du groupe pour profiter de toutes les initiatives qui pourraient contribuer à augmenter substantiellement la part des énergies renouvelables dans le mix énergétique algérien». En effet, dans son plan de développement, Sonelgaz a mis en place un processus de passage aux énergies renouvelables et à l'efficacité énergétique et considère que la transition énergétique est la meilleure voie pour assurer le développement futur de l'économie nationale. Pour Sonelgaz, la transition énergétique est un enjeu majeur en raison des prévisions d'augmenta-

tion rapide de la consommation nationale et de la demande de climatisation et de chauffage, ainsi que des perspectives de développement industriel et des services. Aussi, afin de renforcer les capacités de production d'origine renouvelables et mieux les intégrer dans le système électrique algérien, Sonelgaz veut développer des axes de coopération avec «Dii Desert Energy» dans le domaine des énergies renouvelables. Selon Sonelgaz, cette coopération pourrait participer à initier et réaliser des études techniques et économiques pour mieux profiter des potentiels solaires et éoliens et généraliser les renouvelables, à promouvoir des projets communs de développement des énergies renouve-

lables au niveau national et international et à promouvoir en commun la recherche dans le domaine de la fabrication, de l'installation, de l'exploitation et du stockage des énergies renouvelables, a fait savoir le communiqué. De plus, cette coopération aura comme objectif, détaille le Groupe national, d'examiner en commun les voies et moyens pour l'accès aux marchés extérieurs pour l'exportation de l'électricité d'origine renouvelable et de renforcer le partenariat en termes de formation dans les industries des énergies renouvelables. Il s'agira également pour Sonelgaz d'assurer le transfert de savoir-faire et de technologies et s'inscrire dans la politique d'intégration nationale. Pour rappel, en 2009, un groupe

de grandes entreprises allemandes, unies dans «Dii Desert Energy», alors connue sous le nom de «Desertec Industry Initiative», a lancé une idée sur la mise en œuvre de projets solaires et éoliens dans les déserts d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient (MENA). A noter, que cet événement est une opportunité d'échanger des idées avec des décideurs, tant publics que privés, et de discuter des dernières tendances, projets et possibilités de coopération avec plus de 300 experts des secteurs des énergies renouvelables, des industries énergétiques, de la politique et de la science, a précisé la même source.

S. K. /APS

Salon international de l'immobilier et celui de l'ameublement et décor

Affluence de 40 000 visiteurs à Oran

Quelque 40 000 visiteurs ont été enregistrés à la 6^e édition du Salon international de l'immobilier, de l'habitat et des maisons intelligentes et la 7^e édition du Salon de l'ameublement et décor, qui ont pris fin au Centre des conventions d'Oran «Mohamed Benahmed», selon les organisateurs. Organisée six jours durant à l'initiative de l'Agence de communication «Up concept design», cette manifestation a drainé 40 000 visiteurs dont des acteurs en hôtellerie qui ont pris connaissance d'offres immobilières concernant

«les maisons intelligentes et structures qui allient l'économie de l'énergie, haut standing et sécurité», a souligné l'organisateur du salon Akram Sidi Yekhef. Lors de cette manifestation, des conventions ont été signées entre acteurs de ce domaine dont une entre la société turque et des promoteurs immobiliers pour la réalisation d'équipements (portes, fenêtres, ascenseurs et autres). Plusieurs entreprises activant dans le domaine du décor, design et ameublement ont enregistré des demandes de privés pour déco-

rer leurs maisons et leurs appartements selon leurs besoins et leurs moyens, a fait savoir Akram Sidi Yekhef. Ces deux Salons dédiés au logement haut standing à vu la participation de 87 exposants d'Algérie, Turquie, Chine, Espagne, Italie et Portugal ayant présenté des projets d'une touche moderne dont des maisons écolo et modernes dotées de solutions intelligentes dont l'économie d'électricité, techniques électroniques, systèmes de communication utilisés dans les immeubles. Le Salon de l'immobilier, de l'habitat

et des maisons intelligentes a regroupé des professionnels de l'habitat et des promoteurs de l'immobilier désirant investir en habitat intelligent, des artisans, des entreprises de réalisation, des représentants du secteur financier et bancaire et des compagnies d'assurances et autres. Le salon de l'ameublement et décor a vu la présence d'acteurs dans le domaine de l'habitat moderne respectant l'environnement (maisons intelligentes écologiques dotées de recyclage de l'eau et plaques de production d'énergie solaire et autres).

Partenariats avec le secteur privé

Un levier essentiel pour accroître la production alimentaire mondiale

Des partenariats avec le secteur privé sont essentiels pour accroître la production et les niveaux de nutrition des populations les plus vulnérables du monde, a déclaré le directeur général de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Qu Dongyu, dans un discours publié sur le site web de l'institution onusienne. S'exprimant à l'occasion du deuxième sommet philanthropique sur le développement durable tenu samedi à Pékin, M. Qu a affirmé que le secteur privé a un rôle important à jouer dans la construction de partenariats et dans la réalisation d'un monde libé-

ré de la faim conformément aux objectifs de développement durable des Nations unies. «Le secteur privé s'est dit intéressé à soutenir le développement durable et à œuvrer avec la FAO afin d'aider les communautés les plus vulnérables, notamment les jeunes et les femmes, et les petits exploitants vulnérables par le biais d'interventions inclusives de lutte contre la pauvreté», lit-on dans le document de la FAO. M. Qu s'est également félicité du don de 15 millions de dollars fait par l'association chinoise, Ningxia Yanbao Charity Foundation, affirmant que cette somme servira à la création d'un fonds commun FAO-

Yanbao destiné à promouvoir les talents dans le secteur agricole et, en particulier, à faciliter la recherche dans le domaine de la sécurité alimentaire et de la nutrition. La FAO a récemment lancé l'initiative Hand-in-Hand (Main dans la main, ndlr) qui vise à permettre une «mise en relation» en faisant œuvrer ensemble les donateurs et les bénéficiaires afin de soutenir les efforts de développement dans les pays les moins avancés, les pays sans littoral, les petits Etats insulaires en développement, les pays moins avancés et les pays touchés par des crises alimentaires. A Y.

E-Commerce Le marché vietnamien occupera la 3^e place en Asie du sud-est à l'horizon 2025

LE MARCHÉ vietnamien du commerce électronique se classera en 3^e position en Asie du sud-est à l'horizon 2025, derrière l'Indonésie et la Thaïlande, avec le maintien du taux moyen actuel de croissance de 25 à 30%, a indiqué le géant chinois du commerce en ligne, Alibaba. L'e-commerce au Vietnam connaît en effet un développement accru et le nombre de Vietnamiens effectuant des achats en ligne augmente continuellement pour atteindre 40 millions de personnes, soit près de la moitié de la population. En 2019, le pays compte 61 millions d'utilisateurs d'Internet et le Vietnamien y passe en moyenne plus de trois heures par jour, un temps élevé par rapport aux autres pays de la région, a expliqué Stephen Kuo, directeur régional d'Alibaba pour l'Asie-Pacifique, lors d'un séminaire tenu samedi à Hanoi. Les investissements internationaux injectés dans les plates-formes MoMo, Sendo et Topica ont contribué à faire du Vietnam une destination de choix pour les investisseurs et le pays est considéré comme l'un des marchés de l'e-commerce le plus prometteur et ayant la croissance la plus rapide au monde, a-t-il ajouté. Selon le responsable d'Alibaba, le Vietnam dispose de nombreux atouts pour développer ce secteur, notamment une économie développée, une stabilité sociopolitique, une population jeune, environ 500 000 PME et des atouts pour développer divers secteurs de production. Le Livre blanc sur le commerce électronique 2018, publié récemment par le Département du commerce électronique et de l'économie numérique du ministère vietnamien de l'Industrie et du Commerce, a indiqué qu'en 2018, l'ensemble de l'industrie de l'e-commerce au Vietnam pesait 8,06 milliards de dollars, soit une évolution de plus de 30% en un an.

R. E.

Ouargla

Près de 4 milliards DA pour le renforcement du réseau d'alimentation en eau potable

■ Une enveloppe de près de quatre milliards DA a été consacrée au renforcement du réseau d'alimentation en eau potable dans la wilaya de Ouargla, a annoncé depuis la wilaya déléguée de Touggourt (160 km nord de Ouargla) le ministre des Ressources en eau, Ali Hamam.

Par Nassima A.

«**U**n montant d'environ quatre milliards DA a été réservé au renforcement du réseau d'alimentation en eau potable de la wilaya de Ouargla, toutes opérations confondues, à même de mettre un terme aux points noirs, rénover et réhabiliter le réseau», a souligné M. Hamam lors de l'inspection du complexe hydraulique de la commune de Nezla (Touggourt) dans le cadre de sa visite de travail dans la région. Le ministre a indiqué que les opérations projetées au niveau des deux régions de Touggourt et de Ouargla «seront concrétisées à la lumière d'une étude analytique à peaufiner avant fin du premier trimestre 2020». S'agissant du renforcement des installations de stockage des ressources en eau, le ministre a fait part que son département ministériel prendra en charge la réalisation de 13 châteaux d'eau, dont huit ouvrages à Ouargla et le reste localisé à Touggourt, d'une capacité de stockage de 1 000 m³ à 1 500 m³, en sus de la réhabilitation de pas moins de sept (7) forages albiens. «Un montant de 200 millions DA sera également accordé à l'Algérienne des eaux (ADE) de cette wilaya qui détient un important volume de créances auprès des abonnés», a fait savoir M. Hamam. La wilaya de Ouargla dispose d'un réseau de distribution d'eau potable long de 2 455 km raccordant 21 communes de la wilaya, soit un taux de couverture de 98%, selon les explications fournies au membre du gouvernement. Le complexe hydraulique, qui a fait l'objet de la visite du ministre, est composé d'une station de déminéralisation implantée dans la région d'Ain-Sahra, commune de Nezla, wilaya déléguée de Touggourt. Alimentée à partir de quatre forages albiens, cette station offre une capacité globale d'eau traitée de 36 560 m³ destinée à



PH. > D. R.

l'alimentation en eau potable des populations des communes de Touggourt, Nezla, Tébesbest et Zaoui El-Abidia, selon les explications fournies par des responsables du secteur. La réalisation de cette station, équipée de système de refroidissement des eaux albiennes de 60 à 30 degrés, s'assigne comme objectifs l'amélioration de la qualité de l'eau à la faveur de la réduction de sa teneur en sel de 2,5 gr/litre à 0,3 gr/l. M. Hamam a, à la lumière d'un exposé succinct présenté sur le secteur des ressources en eau, pris connaissance des réseaux d'alimentation en eau potable (AEP) et d'assainissement dans la région, notamment ce dernier qui accuse certaines insuffisances liées notamment à une faible couverture dans la daïra de Taïbet, l'absence du réseau d'assainissement au niveau de certaines groupe-

ments d'habitations, à l'instar de Delille, commune de Taïbet, ainsi que la faible capacité d'épuration de la station de Touggourt, et le manque des moyens enregistré par l'office national d'assainissement (ONA), notamment en matière de pompes de réserve et de camions hydro-cureurs aspirateurs. Pas moins de 123 opérations, d'un montant global de plus de 10,4 milliards DA, ont été retenues pour le secteur de la wilaya de Ouargla, dont 25 opérations affectées au titre du plan sectoriel de développement (PSD), 38 autres sur budget de wilaya et 60 autres inscrites au titre de la caisse de solidarité et de garantie des collectivités locales (CSGCL). Ces actions consistent, entre autres, en la réalisation de la première tranche du réseau d'AEP au niveau du nouveau pôle urbain de la commune d'Ain El-Beida,

la réalisation d'un réservoir d'eau d'une capacité de stockage de 1000m³ dans la commune de Rouissat, réalisation et équipement d'une station de refoulement des eaux usées dans la zone des équipements publics (commune de Ouargla), ainsi que l'extension, sur un linéaire de trois km, du réseau d'AEP dans la commune d'El-Hedjira. Le ministre a exhorté les responsables du secteur de la wilaya de prendre en compte la réalisation d'une station d'épuration et de traitement au niveau du nouveau pôle urbain et la zone d'activité (ZA) en cours de réalisation dans la commune d'Ain El-Beida. M. Hamam a, lors de l'inspection de la station de pompage du surplus d'eau, dit «Nezz», au niveau du quartier Said Otba, périphérie de Ouargla, suivi un exposé sur cet ouvrage qui devra faire l'objet de réhabilitation à la faveur de

l'acquisition des pompes et des équipements nécessaires. Il a, au terme de sa tournée dans la wilaya de Ouargla, procédé à l'inauguration de la station de refoulement des eaux usées au niveau du quartier de «Sidi Ahmed Boughoufala», au chef-lieu de wilaya. Le ministre des ressources en eau a, auparavant, procédé, au niveau de la wilaya déléguée d'El-Meghaïer, (wilaya d'El Oued) à l'inauguration d'une station de déminéralisation d'une capacité de traitement et de production de 14 000 m³, appelée à améliorer la qualité de l'eau potable et réduire la teneur en sel de 4gr/L à 0,3 gr/L. Dans la commune de Djamaâ, Ali Hamam a fait part de la projection de cinq stations d'épuration et de traitement des eaux usées (SET), dont les eaux traitées seront destinées à l'irrigation agricole dans la région. Selon le ministre, ces ouvrages sont susceptibles de mettre un terme au problème de manque de l'eau d'irrigation des palmeraies jouxtant le cours de l'oued-Righ dans la commune de Djamaâ, avant d'ajouter que le ministre qui a pris en charge la solution de cette question se penche sur l'élaboration d'un cahier des charges pour l'étude et la réalisation en vue du lancement des appels d'offre liés à ces projets. Un exposé sur un projet de réalisation de 30 forages albiens destinés à l'irrigation agricole à travers les wilayas de Biskra, El-Oued et Ouargla, a, à cette occasion, été exposé au ministre des ressources en eau. Mettant à profit cette tournée dans la région, M. Hamam s'est également enquis, à la lumière d'un exposé, de Chott Melghir et du projet d'exploitation et de gestion du périmètre agricole de Oued-Righ, vaste de 6 460 ha s'étendant entre les territoires des wilayas d'Ouargla et d'El-Oued. Peuplé d'une richesse phœnicicole de plus 710 000 palmiers, ce périmètre est exploité par 6 000 agriculteurs.

N. A./APS

Souk Ahras

Entrée en service de trois gîtes touristiques

Trois gîtes touristiques sont entrés en service dans la wilaya de Souk Ahras, a indiqué la directrice du tourisme et de l'artisanat (DTA) par intérim Nafissa Fatmi. Il s'agit du gîte «Oughestine» de Rachida Zeyouche, situé à proximité du site archéologique de Madaure, le gîte «Abouli» implanté dans la localité de M'daourouch ainsi qu'un autre, ouvert récemment au chef-lieu de wilaya, a précisé la même responsable. Ce type

d'hébergement est considéré comme une solution temporaire, en attendant l'achèvement des projets de réalisation d'infrastructures touristiques, a déclaré, M^{me} Fatmi, soulignant que ces gîtes disposent de 17 chambres destinées à accueillir 44 personnes. La création de cette formule d'hébergement, a-t-elle affirmé, est inscrite au titre de la convention-cadre signée entre les ministères du tourisme et de l'artisanat et de l'Intérieur, des collectivités

locales et de l'aménagement du territoire, visant la dynamisation de diverses formules d'hébergement notamment dans les wilayas qui enregistrent un déficit en matière de structures hôtelières. Des travaux sont actuellement en cours pour la réalisation de 22 projets d'investissement touristique ayant reçu l'accord de principe de la tutelle dont 3 projets sont en cours de concrétisation dans les communes de Souk Ahras, de Sedrata et d'Ouled

Idriss, ajoute la même source, soulignant que 19 autres opérations n'ont pas encore été entamées pour diverses raisons. Afin de résoudre le problème des projets d'investissement touristique non lancés, une série de rencontres avec les investisseurs concernés et en présence des directeurs du contrôle technique de construction, de l'industrie et des mines et de l'Agence nationale de développement de l'investissement ont été organisées

où les principaux obstacles rencontrés par ces promoteurs ont été débattus. Aussi et dans le cadre de la relance de l'investissement touristique à l'échelle locale, trois zones d'extension touristique ont été approuvées dans la région de Mesid (67 hectares) relevant de la commune d'Ouled Idriss, dans la localité de Khemissa (20 hectares) et dans celle de Betoum (Taoura), érigée sur une surface de 109 hectares, a-t-on signalé. **Samy Y.**

Sahara occidental

La 44^e Eucoco salue le soutien «indéfectible» du peuple algérien et de ses institutions

■ La 44^e Conférence européenne de soutien et de solidarité avec le peuple sahraoui (Eucoco) a exprimé toute son estime pour le soutien «indéfectible» du peuple algérien et de ses institutions au droit inaliénable du peuple sahraoui à l'autodétermination.

Par Sabiha O.

La 44^e Eucoco «tient à exprimer toute son estime pour le soutien indéfectible du peuple algérien et de ses institutions solidaires avec le peuple sahraoui», a noté la Conférence dans sa déclaration finale lors de la clôture de ses travaux samedi dans la soirée à Vitoria-Gasteiz. Elle remercie également «la délégation algérienne pour sa présence active au sein du mouvement de solidarité». Pour rappel, des délégations algériennes représentant notamment l'Assemblée populaire nationale (APN), le Conseil de la nation (Sénat) et le Comité national algérien de soutien au peuple sahraoui (CNASPS), ont pris part aux travaux de cette 44^e édition de l'Eucoco. La Conférence, souligne la Déclaration, «salue et soutient les efforts engagés par l'Union africaine pour contribuer à mettre fin à l'occupation du Sahara occidental par le Maroc et de conduire à son terme le processus de décolonisation du continent africain». «Cette année 2020 sera l'occasion d'une grande rencontre internationale de juristes de haut niveau afin de conforter la légitimité de la lutte du peuple sahraoui pour le respect de ses droits fondamentaux», a-t-on soutenu. Dans sa Déclaration finale, la 44^e Eucoco a adressé «ses vœux de vif succès dans les préparatifs et la réalisation du Congrès du Front Polisario en décembre 2019 et assure le Front Polisario de toute l'attention qu'il apportera aux conclusions des travaux et au programme politique qui en résulteront». Les participants aux travaux de la Conférence, tenue vendredi et samedi, se sont également félicités des avancées remarquables réalisées par la cause sahraouie au niveau des plus hautes instances juridiques de l'Union européenne et de l'Union africaine.

L'Espagne assume une lourde responsa-



bilité dans la colonisation par le Maroc

La 44^e conférence de soutien et de solidarité avec la lutte du peuple sahraoui (Eucoco) a souligné à Vitoria-Gasteiz, que l'Espagne assume une lourde responsabilité dans la colonisation par le Maroc du Sahara occidental. «La 44^e conférence Eucoco de soutien à la lutte du peuple sahraoui pour recouvrer ses droits fondamentaux et l'autodétermination s'est tenue les 22 et 23 novembre 2019 avec grand succès à Vitoria-Gasteiz, au Pays Basque, en Espagne. Pays qui assume une lourde responsabilité dans la colonisation par le Maroc du Sahara occidental», a-t-on souligné dans la Déclaration finale. La Conférence a tenu à saluer «la résistance héroïque du peuple sahraoui et en particulier des femmes, dans les Territoires occupés et les campements de réfugiés». La Conférence Eucoco s'est félicité également des avan-

cées remarquables réalisées par la cause sahraouie au niveau des plus hautes instances juridiques de l'Union européenne et de l'Union africaine. «De plus, les plus importantes associations de juristes internationaux n'ont eu de cesse de rappeler aux responsables des instances politiques internationales et nationales les droits les plus fondamentaux du peuple sahraoui», a-t-on souligné dans la Déclaration finale. Et ce, explique le texte, afin de «mettre un terme à l'occupation coloniale du Sahara occidental par le Maroc, et afin que cessent la répression et les emprisonnements des citoyens sahraouis ainsi que l'exploitation éhontée de leurs ressources naturelles». «Une mobilisation des organisations de jeunesse, du mouvement social, du mouvement pour la paix sera nécessaire afin d'élargir les bases de la solidarité. Les missions civiles de jeunes citoyens dans les camps et dans les territoires seront mul-

tipliées tout au long de l'année 2020 avec l'appui du Comité national algérien de solidarité avec le peuple sahraoui (CNASPS)», a plaidé la 44^e Eucoco.

L'ONU appelée à assumer ses responsabilités

La Conférence a lancé un appel au Secrétaire général des Nations unies, M. Guterres, et M^{me} Michele Bachelet, Haute Commissaire aux droits de l'Homme de l'ONU, à se saisir du dossier sahraoui. «Il importe qu'ils se rendent à la rencontre du peuple sahraoui dans les territoires occupés et dans les campements de réfugiés afin que la Minurso conduise à son terme le processus d'autodétermination et assure la protection et les droits humanitaires des Sahraouis victimes de l'occupation marocaine dans les territoires occupés». «Les réfugiés

sahraouis, souligne la Déclaration, sont eux aussi victimes de l'invasion marocaine et ont besoin de la protection de la défense de l'ONU». Le mouvement de solidarité avec le peuple sahraoui rappelle à la Commission européenne et à son nouveau Haut représentant à la politique étrangère, M. Josep Borrell, «leurs obligations de respecter les arrêts de la Cour de Justice européenne et de reconnaître le Front Polisario comme représentant du peuple sahraoui, seul apte à négocier des accords de coopération». «Il entend amplifier son travail avec l'intergroupe Paix pour le peuple sahraoui du Parlement européen», a-t-on soutenu.

L'Espagne et la France interpellées

«Deux pays européens jouent un rôle déterminant pour l'avenir d'une paix juste fondée sur le respect du droit international et des résolutions pertinentes des Nations unies : l'Espagne et la France», a souligné encore la Conférence. «L'Espagne se doit de dénoncer les Accords de Madrid du 14 novembre 1975 par lesquels le Maroc justifie son occupation du Sahara occidental», a-t-on souligné, affirmant qu'«elle se doit de reconnaître le Front Polisario, mouvement de libération nationale du Sahara occidental, et de lui apporter l'aide politique et humanitaire nécessaire pour la défense des droits et des intérêts du peuple sahraoui». Et d'ajouter : «La France en considérant le Maroc comme son protectorat, soutient et encourage l'occupation du Sahara occidental. Elle est de ce fait la principale entrave à toute solution conforme à la légalité internationale tant au sein du Conseil de sécurité des Nations unies qu'au niveau de l'UE». «La France se doit de contribuer à la solution de ce conflit et d'aider ainsi à la construction d'un Maghreb uni entre des libres et égaux en droit», a encore plaidé la Conférence. S. O.

Tunisie

Ghannouchi acculé à former un gouvernement avec Qalb Tounes

Suites aux multiples difficultés et nombreux écueils qu'a rencontrés Habib Jemli pour former son équipe gouvernementale, Ennahdha qui dirige le jeu, s'est retrouvée acculée à former son futur gouvernement en alliance avec Qalb Tounes. Or, le fait est que le Cheikh avait juré ne pas composer avec ce parti ! Au lieu de jeûner pendant trois jours pour ce parjure, il a préféré continuer le double jeu, le double langage et la double face, caractéristiques des leaders d'Ennahdha. Néanmoins, en cette conjoncture assez délicate, Ghannouchi ne peut pas se permettre de faire se retourner contre lui

sa base et ses partisans. Pour lui, il est hors de question de se contredire et d'afficher en plein jour son incontournable alliance avec Qalb Tounes. C'est pour cette raison qu'il a fait transmettre à Nabil Karoui qu'il allait devoir composer avec lui pour former le futur gouvernement, mais il ne faudrait pas que ça se sache. Il lui a donc demandé de présenter à Habib Jemli les noms qu'il propose pour les portefeuilles ministériels, à condition qu'ils soient des technocrates, en apparence indépendants, et non pas des noms et des figures connues pour leur proximité du parti Qalb Tounes et de son

président, Nabil Karoui. Aux dernières nouvelles, Karoui n'a pas semblé pressé de répondre à cette proposition.

Un Français condamné à un an de prison pour détention d'armes

La chambre correctionnelle au tribunal de première instance de Bizerte, en Tunisie, a condamné jeudi un ressortissant français à un an de prison avec sursis en plus d'une amende de 3 200 dinars, pour détention d'armes et munitions à bord de

son yacht, a rapporté l'agence de presse TAP. Selon une source sécuritaire, citée par la TAP, le yacht a été remis à son propriétaire, tandis que les armes et les cartouches ont été saisies. L'affaire remonte au 28 octobre 2019 quand les services douaniers à Bizerte ont saisi quatre pistolets et une quantité de munitions à bord d'un yacht accosté au port de plaisance de la ville. Le propriétaire du yacht, selon la même source, n'avait pas déclaré la présence de ces armes aux agents de la douane avant qu'ils ne procèdent à la fouille du bateau. Fella Y./Agences



Irak

Six nouveaux morts, la désobéissance civile s'amplifie

■ Six manifestants ont été tués hier dans le sud de l'Irak où la désobéissance civile s'amplifie face à un pouvoir toujours intransigeant envers la plus importante contestation de l'histoire récente du pays.

Par Rosa C.

Au premier jour de la semaine en Irak, une nouvelle fois, c'est une annonce gouvernementale qui a suscité un regain de mobilisation. Le ministère de l'Éducation avait décrété que les cours devaient reprendre après près de deux mois de manifestations ayant fait près de 350 morts et un mois sans école dans de nombreuses villes du Sud. Mais rien n'y a fait pour les protestataires qui réclament une refonte du système politique et un renouvellement complet d'une classe dirigeante jugée corrompue, incompétente et loyale au grand voisin iranien qu'ils accusent de tirer les ficelles chez eux. «Les menaces des dirigeants ne nous font pas peur. Ils peuvent couper les salaires, tous nos salaires réunis ne pèsent rien face à une goutte de sang de tous ceux qui sont tombés en manifestant», s'empare Salem Hassan, à Amara (sud). «On ne peut pas rester silencieux face à la barbarie des dirigeants et au temps qu'ils prennent pour satisfaire nos revendications». A l'heure de la rentrée, hier matin à Nassiriya –



où trois manifestants ont été tués dans des affrontements avec les forces de l'ordre, de sources médicales – aucune école n'avait ouvert et la plupart des administrations étaient fermées, de même qu'à Hilla, Diwaniya, Najaf, Kout, Amara et Bassora, ont constaté des correspondants de l'AFP. En outre, à Nassiriya, foyer historique de révolte, les manifestants coupaient les cinq ponts enjambant l'Euphrate qui la tra-

verse, ainsi que les accès à la compagnie publique du pétrole et un champ pétrolier proche. Dans la province pétrolière de Bassora – où trois manifestants ont été tués selon la Commission gouvernementale des droits humains – les principaux axes routiers étaient également coupés, malgré des tentatives de dispersions à balles réelles, selon un correspondant de l'AFP, dont la route menant au port d'Oum Qasr, vital pour les importations et ouvert jusqu'ici. Des heurts ont également éclaté dans la nuit dans la ville sainte chiite de Kerbala. Là, des manifestants ont affirmé à l'AFP que les forces de l'ordre jetaient «des cocktails molotov sur des maisons» qui ont été en partie incendiées et ont «tiré à balles réelles après

minuit». Les protestataires répondent avec ces mêmes bouteilles enflammées. L'un d'eux, visage caché par un foulard noir, a affirmé se mobiliser pour «une demande simple: la chute du gouvernement corrompu», dans l'un des pays les plus riches en pétrole du monde. Depuis le 1^{er} octobre, les Irakiens sont dans la rue pour le premier mouvement social spontané depuis l'invasion américaine qui a renversé en 2003 le dictateur Saddam Hussein. Leur principal point de ralliement est la place Tahrir de Bagdad, occupée jour et nuit, et voisine de ponts et de rues commerçantes devenus champ de bataille au cœur de la deuxième capitale la plus peuplée du monde arabe. Là, dix manifestants ont été tués ces trois der-

niers jours. «On ne bougera pas d'ici», prévenait de nouveau hier un manifestant sur Tahrir. «Ça suffit, il faut qu'ils se décollent de leurs sièges! Et nous, on est prêt à rester dix ans ici», renchérit un autre. Les protestataires réclament des emplois pour les jeunes – dont un sur quatre est au chômage – et une amélioration des conditions de vie des 20% de la population qui vivent sous le seuil de pauvreté. Face à eux, le pouvoir, qui a un temps été ébranlé mais a depuis resserré les rangs, ne propose que des réformes à la marge: une nouvelle loi électorale qui peine à voir le jour au Parlement et un remaniement ministériel partiel annoncé depuis des semaines mais qui pourrait n'être qu'une façon de se débarrasser de certains sans changer la face du pouvoir, selon les experts. Le Premier ministre Adel Abdel Mahdi a indiqué que la priorité était désormais le vote du budget 2020. Reposant quasiment sur l'argent du pétrole, ce budget est depuis des années le principal garant de la paix sociale dans un pays rongé par le clientélisme. Mais avec déjà un tiers des 111 milliards de dollars de budget 2019 consacré aux salaires des fonctionnaires, les économistes assurent que celui de 2020 devrait exploser, car le gouvernement a annoncé des milliers d'embauches pour tenter d'endiguer la contestation – sans toutefois lancer les réformes nécessaires pour développer un secteur privé quasiment inexistant en Irak.



Commentaire

Exclusion

Par Fouzia Mahmoudi

Il y a trente ans certains élus de droite s'étaient vus cloué au pilori pour avoir choisi de s'allier au Front national dans le cadre d'élections locales. Aujourd'hui, malgré le succès du Rassemblement national (ex-FN) et sa dédramatisation plutôt réussie, une alliance avec le mouvement d'extrême droite continue d'être tabou pour une large majorité des cadres de la droite. C'est ainsi que Les Républicains ont lancé il y a quelques jours une procédure d'exclusion contre Erik Tegnér, partisan d'une «union des droites» allant de la droite jusqu'à l'extrême droite. Une information confirmée par les instances de LR. Le secrétaire général du parti Aurélien Pradié a ainsi envoyé jeudi dernier une lettre à la présidente de la fédération de Paris, Agnès Evren, dans le cadre de cette demande d'exclusion engagée au niveau des instances nationales, a-t-on précisé de même source en invoquant comme raison de cette mise au ban «l'union des droites» prônée par le jeune militant. «Erik Tegnér sera exclu d'ici la fin de l'année. Ce monsieur est le porte-parole de Marion Maréchal. Il n'habite pas chez nous, donc on va le soulager», a déclaré Aurélien Pradié. Erik Tegnér s'est dit «totalement abasourdi» et «sidéré» par cette décision, qu'il a qualifiée de «chasse aux sorcières» et contre laquelle il compte «évidemment faire un recours». «En m'excluant, ils disent aux militants de la droite assumée: Vous n'avez pas votre place chez LR», a-t-il déploré en ajoutant qu'«évidemment» il ne rejoindrait pas le Rassemblement national si la procédure d'exclusion allait à son terme. «La droite est censée défendre la liberté d'expression et pourtant, chez LR, on tombe dans le délit d'opinion, la chasse aux diners, aux fréquentations», a-t-il ajouté, assurant qu'«à une autre époque Aurélien Pradié aurait été dans le même camp que McCarthy aux États-Unis». Erik Tegnér était l'un des trois organisateurs de la «convention de la droite», qui avait fait grand bruit en septembre avec l'intervention virulente d'Éric Zemmour sur la sécurité et l'immigration. Ainsi, ceux qui à droite militent pour une «union des droites» ne peuvent que constater que du côté des instances décisionnaires de LR toute alliance avec le RN est exclue et même sévèrement punie. Ceux qui espéraient avoir une chance aux prochaines municipales en se rapprochant du mouvement de Marine Le Pen peuvent dès à présent envisager une nouvelle stratégie car celle d'une union avec RN ne les mènera visiblement qu'à se faire exclure de leur parti.

F. M.

Élections à Hong Kong

Participation record après des mois de contestation

Un nombre record de Hongkongais se sont mobilisés hier pour les élections locales, la mouvance pro-démocratie entendant utiliser les urnes pour accroître la pression sur les autorités de l'ex-colonie britannique, théâtre depuis juin d'une contestation sans précédent. Un peu partout dans la région semi-autonome, de longues files d'attente se sont formées très tôt aux abords des bureaux de vote, alors qu'une forte participation devrait avantager le camp pro-démocratie. La commission électorale a annoncé dans l'après-midi que 47,26% des 4,13 millions d'inscrits avaient voté à 15h30 (07h30 GMT). Il s'agissait déjà d'un record de participation, alors que les bureaux de vote demeuraient encore ouverts pendant sept heures. En temps normal, ces élections pour choisir les 452 membres de 18 conseils de district compétents sur des questions de vie quotidienne comme la collecte des ordures ménagères ne soulèvent pas l'enthousiasme. Mais l'heure n'est plus à la normalité dans un territoire qui vit sa crise politique

la plus grave depuis son retour dans le giron de Pékin en 1997, avec des manifestations et actions de plus en plus violentes pour exiger notamment des réformes démocratiques. Les conseils de district ont toujours été dominés par des élus favorables à l'exécutif aligné sur Pékin. Après un semestre de colère dans les rues, le camp pro-démocratie veut profiter de cette rare occasion de s'exprimer dans les urnes pour entamer la domination des «pro-Pékin» et donner un nouveau souffle à la contestation. Environ 400 000 personnes de plus se sont inscrites cette année sur les listes électorales, en raison notamment d'une campagne de mobilisation organisée par les pro-démocratie. Des formulaires vierges d'inscriptions sur les listes avaient ainsi été distribués par les manifestants lors des grands rassemblements de juin. L'élection des conseillers de districts obéit au mode de scrutin qui, à Hong Kong, se rapproche le plus de la représentation directe. Certains politologues estiment qu'une forte participation

peut servir la cause des pro-démocratie, qui ont fait de ce scrutin un référendum contre la cheffe de l'exécutif Carrie Lam et son gouvernement aligné sur Pékin se refusant à toute concession aux manifestants. Cette élection n'a pas qu'une valeur symbolique car six sièges du Conseil législatif («LegCo», le Parlement hongkongais), qui sera renouvelé l'an prochain, se joueront entre des candidats provenant des conseils de district. Et ces conseils enverront en outre 117 de leurs membres au collège électoral de 1 200 personnes, contrôlé par Pékin, chargé de désigner le chef de l'exécutif. Le gouvernement n'a cessé de faire planer ces dernières semaines la menace d'un report du scrutin si les violences de rue persistaient mais Hong Kong a connu ces derniers jours un répit dans les manifestations pour ne pas hypothéquer sa tenue. Hier matin, des policiers étaient déployés aux abords de certains bureaux de vote, en effectifs relativement limités. Aucune violence n'a été signalée durant les premières heures du vote.

Tizi-Ouzou

Ouverture haute en couleur du Salon Djurdjura des arts plastiques

■ La 10^e édition du Salon Djurdjura des arts plastiques a été marquée par une ouverture, samedi à la maison de la culture Mouloud-Mammeri de Tizi-Ouzou, haute en couleur avec une performance artistique qui a charmé les visiteurs.

Par Adéla S.



Cette performance reproduite sur une toile par le groupe «Ayrad» (Omar Salhi, Djamel Talbi) et un groupe d'artistes impressionnistes et intitulée

«Tudert» a allié musique et peinture pour mettre en exergue la chanson «Denia» du défunt

Kamel Messaoudi, interprétée en tamazight. Cette édition a été également caractérisée par la

participation d'une centaine d'artistes de la wilaya qui ont animé une riche exposition avec leurs

œuvres aussi différentes les unes des autres tant en couleurs qu'en style. Une fresque dédiée aux 10 ans d'existence du salon a été, par ailleurs, réalisée par les étudiants de l'Ecole régionale des beaux-arts d'Azazga.

Lors de la cérémonie d'ouverture, la directrice de la culture, Nabila Goumeziane, a annoncé une sélection des meilleurs œuvres exposées aux cimaises du salon, qui composeront l'exposition inaugurale de la galerie d'art de Tizi-Ouzou qui sera prochainement ouverte au niveau du théâtre de verdure réalisé à l'intérieur du site de la maison de la culture. M^{me} Goumeziane a rappelé que pour assurer une formation en arts plastiques, des ateliers pour enfants sont ouverts au niveau de la maison de la culture de Tizi-Ouzou et de la bibliothèque principale et des bibliothèques communales, en plus de l'Ecole régionale des beaux-arts d'Azazga qui offre une formation dans le but d'ouvrir des débouchés professionnels aux jeunes artistes. Le Salon Djurdjura «demeure un espace de rencontres et d'échanges entre artistes et revêt une importance particulière dans la mesure où il recherche à maintenir une dynamique permanente de création dans le domaine des arts plastiques dans notre wilaya». Une exposition d'œuvres d'art d'artistes professionnels et autodidactes de la wilaya, des ateliers d'art plastiques, une table ronde autour du marché de l'art en Algérie, sont au menu de cette manifestation artistique qui se poursuivra jusqu'au 26 du mois de novembre.

A. S./APS

Racim C.

Histoire

Appel à sensibiliser les citoyens à l'importance des sites archéologiques préhistoriques

Les participants à une journée d'étude, organisée samedi à la bibliothèque principale de Khenchela, ont insisté sur la nécessité de sensibiliser les citoyens à l'importance des sites archéologiques des périodes préhistorique et des débuts de l'histoire du pays. Un travail de vulgarisation doit être accompli par les scientifiques pour mettre à la disposition du grand public, notamment les jeunes, des informations simples et précises sur ces importantes phases historiques, ont estimé les intervenants à cette rencontre organisée par le Musée national public des «frères

chouhada Boulaaziz». Pour le P^r Aziz Tarik Sahed, de l'Institut d'archéologie de l'université Alger-2, le chercheur archéologue a pour mission de mettre en lumière les sites des diverses civilisations ayant peuplé le pays depuis les temps les plus reculés à l'aube de l'histoire. De son côté, Badreddine Selahdjia, de l'université de Constantine, a mis l'accent sur la méthodologie des études archéologiques avant de passer en revue certains des plus riches sites archéologiques de l'Algérie dont beaucoup attendent encore les chercheurs pour livrer tous leurs secrets. Un sur-

vol des importants sites historiques de la wilaya de Khenchela dont le palais de la Kahina à Baghaï, Cédias à El Mehmel et les bains romains d'El Hamma, a été présenté par Abdelhafidh Gueroudj, doctorant en histoire à l'université de Constantine. Chaabane Sekaoui, directeur du Musée national public «Boulaaziz», a relevé que l'objectif de ces rencontres est d'inciter les chercheurs et universitaires à produire une information historique accessible au grand public et plus particulièrement aux étudiants universitaires.

Lettres

Jean-Luc Coatalem, lauréat du Prix Jean-Giono pour «La Part du fils»

Le Prix Jean-Giono 2019 a été décerné à Jean-Luc Coatalem pour son récit «La part du fils», paru aux Éditions Stock, au premier tour de scrutin par cinq voix contre trois à Akira Mizubayashi et une à Louis-Philippe Dalembert. La remise officielle du Prix aura lieu le 11 décembre chez Drouant dans le salon des Goncourt. Goncourt pour lequel Jean-Luc Coatalem se trouvait en finale. Il figurait également sur la dernière sélection du Renaudot. Ce beau livre méritait un beau prix, et c'est finalement le jury du Jean-Giono qui le lui a décerné. Le jury est présidé par Paule Constant, de l'Académie Goncourt, et réunit Metin Arditi, Tahar Ben Jelloun, également de l'Académie Goncourt, David Foerkinos, Franz-Olivier Giesbert, Sylvie Giono (la fille de Jean Giono), Robert Kopp, Gilles Lapouge, Vera Michalski, Étienne de Montety, Marianne Payot et Yves Simon.

Dans sa chronique du «Figaro

littéraire» du 4 septembre dernier, Étienne de Montety disait le plus grand bien du récit de Jean-Luc Coatalem. Le lauréat «chante comme personne l'héroïsme discret, la peine des hommes et la Bretagne».

Ce livre plonge le lecteur dans un petit village du Finistère, en septembre 1943, quand Paol, ancien officier colonial et grand-père du narrateur, est arrêté par la Gestapo suite à une dénonciation anonyme et pour un motif inconnu. Incarcéré à la prison de Brest avec des prisonniers poli-

tiques, il est conduit dans des camps, d'abord en France puis en Allemagne. Armé de son imagination, le romancier reconstitue son destin. Étienne de Montety écrit, à propos de l'auteur de La Part du fils : «Titre après titre, il a pris place dans notre bibliothèque à côté de Loti, Peisson et Brauquier parmi les écrivains qui nous dépayseront. Pourtant, le cantonner à ce registre, ce serait méconnaître une part de cet écrivain pudique. Vingt-cinq ans durant, celui-ci a caché ses ténèbres intérieures

dans une grande lumière océane. Sa blessure invisible porte un nom: Paol, son grand-père, mystérieusement arrêté en 1943 pour faits de résistance, probablement sur dénonciation, puis déporté. Personne n'en sait plus. Personne n'en parle».

C'est donc le petit-fils qui va enquêter sur cette mystérieuse affaire. Son entourage l'a d'abord dissuadé («à quoi ça sert de remuer le passé ?»), puis, à un certain âge, cette quête est devenue nécessaire, vitale. «La Part du fils, c'est ceci : le besoin

impérieux de dénicher de précieux indices, et de les consigner afin de servir à l'histoire de Paol», souligne Étienne de Montety.

Et de conclure : «Le dénouement de cette énigme, dont on aura compris ce qu'elle recèle d'existential, on l'attendra en vain. Coatalem n'a pas l'âme d'un auteur de roman policier, son propos n'est pas de résoudre mais d'explorer. Il le fait magnifiquement, d'une plume sensible, jusqu'à en être bouleversante».

Mohammed Aïssaoui/Le Figaro

Marie-Agnès Gillot à la Seine Musicale

Un spectacle hommage au Liban

Danse, culture, art... la chorégraphe Marie-Agnès Gillot partage librement ses passions sur les planches de la Seine Musicale à Boulogne-Billancourt. L'ex-danseuse étoile, qui a tiré sa révérence à l'Opéra de Paris en mars 2018, n'a de cesse de vivre. Dans le cadre de Seine libre à la Seine Musicale (Boulogne-Billancourt), Marie-Agnès Gillot réenfile ses chaussons pour rendre hommage

à un pays qui lui est cher : le Liban. Désormais chorégraphe, l'artiste a choisi de présenter un spectacle au nom évocateur, De Paris à Beyrouth, le 22 novembre 2019, jour de l'anniversaire de l'indépendance accordée, en 1943, au pays du Cèdre par la France libre du général de Gaulle. Pour célébrer l'histoire des relations culturelles entre les deux nations, Nada Kano, chorégraphe et créatrice

de la Beirut Dance Company – la première compagnie de danse contemporaine libanaise – réadapte The Dress (2010) pour la singulière Marie-Agnès Gillot. En seconde partie, le pianiste Simon Ghraïchy entre en scène pour un récital-hommage à la culture libanaise, au cours duquel la ballerine dévoilera une nouvelle création. Un duo artistique qui invite au voyage.

R. C.



Ligue 1 algérienne (11^e journée)
Le CRB redevient leader

LE CR BELOUIZDAD s'est emparé du leadership de la Ligue 1 algérienne de football, malgré son semi-échec à domicile face à l'AS Ain M'lila (1-1), samedi pour le compte de la 11^e journée, ayant vu l'ancien co-leader, le MC Alger, glisser à la deuxième place, après sa défaite chez l'ASO Chlef (2-1). Cueillis à froid, par un joli tir de Merouane Dehar (9'), les Belouizdadis ont attendu la 83' pour arracher l'égalisation, grâce à une belle tête croisée du défenseur central Zakaria Khali, ayant ainsi évité le pire à son équipe (1-1).

A noter la grave blessure du défenseur central et capitaine de l'AS Ain M'lila, Ziad Rabah, victime d'un terrible télescopage avec son gardien, et qui fut remplacé au quart d'heure de jeu.

Ce nul a suffi au bonheur du Chabab, puisqu'il lui permet de prendre une longueur d'avance sur le Doyen, battu à Chlef sur des réalisations de Benamrane (21') et Benhamla, qui avait transformé un penalty à la 83', alors que dans un premier temps, Frioui avait égalisé pour les Vert et Rouge à la 62'.

Autre changement important dans le peloton de tête, celui de la JS Saoura, qui s'est emparée seule de la troisième marche du podium, grâce au nul vierge qu'elle a ramené de chez la JS Kabylie.

Du moins provisoirement, car le MC Oran, un de ses principaux concurrents pour cette troisième place compte un match en moins, puisqu'il ne joue que dimanche chez le NA Hussein Dey, avec donc la possibilité de supplanter la JSS en cas de victoire.

De son côté, l'USM Bel-Abbès a réussi à renverser le CS Constantine (2-1), alors qu'elle avait commencé par être menée, sur un but d'Abid (15').

Ce sont Aïchi (71') et Belhocini (78') qui ont réussi ce renversement de situation, propulsant leur équipe par la même occasion à la 9^e place du classement général, avec treize points.

A l'instar du CRB, le Paradou AC a attendu la toute fin de match pour «sauver les

meubles» contre l'ES Sétif, car c'est l'Aigle noir qui a commencé par mener dans ce match, grâce à Redouani, qui a transformé un penalty à la 14' et c'est Messibah qui a arraché cette précieuse égalisation à la 85'.

Le NC Magra n'arrive toujours pas à renouer avec le succès en concédant le nul face au CA Bordj Bou Arréridj (1-1).

Pourtant, les locaux ont mené au score grâce à Abdelhafid (16'). Mais à force d'insister, les Criquets ont réussi à forcer le partage des points par Guessan (77'). Une bien mauvaise affaire pour le nouveau promu, qui reste donc coincé à l'avant-dernière place du classement général, avec seulement neuf unités au compteur.

Enfin, dans la capitale des Zibans, l'US Biskra a réalisé l'essentiel contre l'USM Alger, qu'elle a petitement dominé (1-0), grâce à Guebli (30').

Un succès, ô combien important pour les gars du Sud, car il leur permet de quitter leur inconfortable place de premiers relégués et de se positionner carrément au milieu du tableau avec désormais douze points.

Résultats et classement :

| | |
|------------|-----|
| NCM- CABBA | 1-1 |
| CRB-ASAM | 1-1 |
| USMBA- CSC | 2-1 |
| PAC-ESS | 1-1 |
| JSK- JSS | 0-0 |
| ASO-MCA | 2-1 |
| USB-USMA | 1-0 |

| | Pts | J |
|-----------------|-----|----|
| 1). CRB | 24 | 11 |
| 2). MC Alger | 23 | 11 |
| 3). JS Saoura | 18 | 11 |
| 4). MC Oran | 17 | 10 |
| —). JS Kabylie | 17 | 11 |
| 6). CSC | 15 | 11 |
| —). AS AM | 15 | 11 |
| 8). USM Alger | 14 | 10 |
| 9). USMBA | 13 | 10 |
| —). CABBA | 13 | 11 |
| 11). US Biskra | 12 | 10 |
| 12). NAHDey | 11 | 10 |
| —). ASO Chlef | 11 | 11 |
| —). ES Sétif | 11 | 11 |
| 15). NC Magra | 9 | 11 |
| 16). Paradou AC | 8 | 9 |

Angleterre

Mahrez magistral, Guardiola sous le charme

■ *L'international algérien, Riyad Mahrez, a été encore une fois magistral en contribuant à la victoire de son équipe, Manchester City, face au FC Chelsea (2/1), en inscrivant le deuxième but qui a été décisif pour remporter les trois points très importants dans la course au titre.*



Le capitaine de l'EN a fait encore parler de lui

Par Mahfoud M.

Ainsi, après avoir été malmenés par Chelsea à l'Etihad Stadium, Manchester City a réussi à renverser la vapeur en première période pour finalement mener 2-1 à la mi-temps grâce à un deuxième but signé Mahrez ! Servi sur son aile droite, Mahrez s'infiltre entre Kovacic et Emerson avant d'envoyer une frappe enroulée dans le petit filet de Kepa (37'). Fabuleux but qui a montré encore une fois toute l'étendue de l'art de l'enfant de Barcelles.

En toute fin de match, Ryad Mahrez offre le troisième but d'une remise de la tête pour

Raheem Sterling, mais il est refusé pour un hors-jeu au millimètre... Manchester City reste 3', à un point de Leicester et neuf de Liverpool toujours devant après sa victoire 1-2 face à Crystal Palace. Le plus important dans ce match est le fait que l'Algérien n'a pas raté l'occasion qui lui a été offerte de jouer en titulaire, sachant qu'il a de tout temps souffert d'une certaine injustice en se retrouvant plusieurs fois sur le banc de touche alors qu'il méritait de jouer, selon plusieurs observateurs qui savent qu'il mérite amplement le prix avec lequel il a été racheté de Leicester vu qu'il reste toujours décisif quand on lui fait confian-

ce. Le coach de Manchester City, Pep Guardiola, a, lui, expliqué, en conférence de presse d'après-match, que le champion d'Afrique algérien, Riyad Mahrez, pourrait mieux faire lors des prochaines rencontres.

Le technicien catalan a déclaré au sujet du très beau but de l'ancien ailier de Leicester City : «Oui, c'était un but fantastique», avant d'ajouter : «Riyad a toutes les qualités mais il peut faire mieux». Reste à savoir s'il lui fera encore confiance pour les prochains matchs où s'il le reléguera sur le banc comme à chaque fois qu'il réussit des matchs exemplaires.

M. M.

Championnat national interclubs de natation en petit bassin

Le GSP garde son titre

Le Groupement sportif Pétroliers a remporté, samedi

à Sétif, le championnat national interclubs de natation en petit bassin (2019-2020), disputé sur deux jours à la piscine olympique d'El Baz par 30 clubs issus de huit ligues des différentes wilayas du pays. Le GSP a ainsi réussi à préserver sa couronne de champion en totalisant 36 588 points, devant l'ASPTT Alger (33 557pts) et Bahia Nautique (32 439 pts). Rencontré à l'issue de la cérémonie de remise des médailles, le président de la Fédération algérienne de natation, Hakim Boughadou, s'est félicité du niveau technique affiché par les nageurs lors de cette compétition qui s'inscrit dans le cadre de la réalisation du calendrier national des compétitions de la nouvelle saison 2019-2020. Le président de la fédération a également tenu à saluer tous les efforts déployés par la Direction

de la jeunesse et des sports de Sétif pour la réussite de cet événement qui a vu le nageur Abdallah Ardjoun de l'ASPTT Alger battre un nouveau record d'Algérie du 100 m dos. «Ce nouveau record national qui intervient en début de saison, témoigne de l'énorme préparation effectuée par les clubs et les athlètes, mais il permet surtout à la fédération et à la direction technique de jauger le niveau des équipes nationales et de mettre en place de nouveaux programmes d'entraînement», a-t-il ajouté. Le Championnat interclubs, qui s'est disputé à la piscine d'El Baz, a enregistré cette année la participation de 504 nageurs. Les 16 meilleurs clubs de la compétition sont directement qualifiés pour la Coupe d'Algérie de natation, a révélé la même source.

AGex de la Fédération algérienne de volley-ball

Les règlements généraux de l'instance fédérale amendés

Les membres de l'Assemblée générale de la Fédération algérienne de volley-ball (FAVB), réunis samedi à Alger en session extraordinaire, ont adopté à l'unanimité les amendements des règlements généraux de l'instance fédérale. La plus importante modification concerne la réduction du nombre de joueurs inscrits sur la feuille de match lors des compétitions nationales, qui passe de 10 à 8, afin de réduire les coûts financiers (déplacements, hébergement...) des clubs qui traversent une crise financière aigue. Les 46 membres présents de l'AG ont également statué sur les conditions de transfert des joueurs à l'étranger et leur retour au pays. Ainsi, les joueurs sans contrat pourront signer dans le club de leur choix au retour au pays, alors que les joueurs liés par un bail avant leur départ devront obligatoirement revenir au club d'origine. Concernant l'affiliation des associations sportives, les nouveaux affiliés devront introduire une équipe de jeunes catégo-

ries chaque deux ans. En cas du forfait d'un club lors des compétitions nationales, il écoperait une amende de 30 000 DA. S'il y a récurrence de la part du même club, l'amende passera à 150 000 dinars, en plus de la déqualification d'un point au classement. Le président de la FAVB, Mustapha Lemouchi, a estimé que ces amendements étaient nécessaires, vu le développement de la discipline sur le terrain et les difficultés financières que traversent les clubs. «La Fédération qui recevait une enveloppe de 24 milliards de centimes en 2013, a vu sa subvention réduite à 3,5 milliards de centimes en 2019. Nous traversons une situation financière difficile, qui nous oblige à trouver des solutions pour survivre», a-t-il déclaré. «Malgré cette crise financière aigue, nous avons réussi à former de nouveaux arbitres et certains d'entre eux vont bénéficier d'une formation en Allemagne avec l'aide du ministère de la Jeunesse et des Sports», a-t-il ajouté.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Oran

Trois mois de prison ferme pour le conducteur ayant foncé sur des manifestants

LE TRIBUNAL correctionnel de Cité Djamel a prononcé dimanche une peine de trois mois de prison ferme à l'encontre du conducteur du fourgon ayant «foncé» sur les manifestants lors de la marche (Hirak) du 38^e vendredi à Oran. Le verdict concerne un premier chef d'accusation, à savoir «la possession d'armes blanches, de bombes lacrymogènes et des plaques d'immatriculation de véhicules». Pour l'autre chef d'accusation portant sur «tentative d'homicide et blessures involontaires», le procès a été renvoyé, car le juge a ordonné une «expertise médicale de la victime afin d'évaluer l'ampleur de ses blessures», dans un délai ne dépassant pas un mois, à l'issue duquel le second verdict sera prononcé. Le mis en cause, âgé de 19 ans, avait «foncé» sur les manifestants lors de la marche du 38^e vendredi à Oran, le 8 novembre dernier. Il a été jugé, le 17 novembre dernier par le même tribunal, rappelle-t-on. Le prévenu était poursuivi pour tentative d'homicide et blessures involontaires, accusation retenue par le parquet pour qualifier

l'accident corporel ayant causé des blessures à la victime, G.R, 59 ans, admise à l'hôpital où plusieurs lésions du bassin ont été constatées. L'accusé était également poursuivi pour possession d'armes blanches, des bombes lacrymogènes et des plaques d'immatriculation de véhicules, que les policiers ont découvert dans le fourgon, après les faits. Interrogé par le tribunal, lors du procès, sur les faits qui lui sont reprochés, l'accusé a affirmé avoir «agi dans la précipitation et sans intention de percuter la victime». Toutefois, des témoins avaient indiqué que le mis en cause a continué à rouler malgré les cris des marcheurs pour prendre ensuite la fuite. Les policiers, stationnés à proximité, ont fini par arrêter le fuyard. Pour l'avocat de la partie civile, «la préméditation ne fait aucun doute, vu le nombre des témoignages et des preuves matérielles». A l'issue de l'audience du 17 novembre, le procureur de la République, estimant que le dossier était incomplet, avait requis une «instruction complémentaire».

Younès H.

M'sila

Arrestation d'une bande de malfaiteurs spécialisée dans le vol de locaux commerciaux

LES ÉLÉMENTS de la brigade criminelle de la police judiciaire de la sûreté de wilaya de M'sila ont réussi à arrêter, au cours des deux derniers jours, une bande de malfaiteurs composée de 4 individus, spécialisée dans le vol de locaux commerciaux au niveau de la ville de M'sila, a-t-on appris dimanche de la cellule de communication de la sûreté de wilaya. Les faits de cette affaire remontent à quelques jours lorsqu'un com-

merçant exerçant à M'sila a déposé plainte suite à un vol ayant ciblé son local commercial, engendrant l'ouverture d'une enquête, selon cette même source. Les investigations et les recherches menées par les services de la sûreté de wilaya ont abouti à l'identification et à l'arrestation de 4 individus, âgés entre 20 et 25 ans, a-t-on ajouté, expliquant que cette opération a permis la récupération de 10 motos et de l'équipement agricole. Les mis en cause seront présentés devant les instances judiciaires pour «association de malfaiteurs, vol par effraction et recel», a-t-on conclu.

Ali Y.

Quatre individus arrêtés

Plus de 4 kg de dynamite saisis à Bordj Badji Mokhtar

QUATRE individus ont été arrêtés et plus de quatre kilogrammes de dynamite ainsi que quatre détonateurs ont été saisis par un détachement de l'Armée nationale populaire (ANP) samedi à Bordj Badji Mokhtar, indique dimanche un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN). «Dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée, un détachement de l'Armée nationale populaire a arrêté, le 23 novembre 2019 à Bordj Badji Mokhtar, quatre individus et saisi quatre kilogrammes et 100 grammes de dynamite, quatre détonateurs, 15 groupes électrogènes, six marteaux piqueurs et d'autres objets», précise le communiqué.

K. G.

Ain Témouchent

Un réseau de hargha démantelé

DES ÉLÉMENTS de la sûreté de daïra d'El Malah (Ain Témouchent) ont réussi, dernièrement, l'arrestation de quatre individus composant un réseau spécialisé en organisation d'opérations d'émigration clandestine par mer, a-t-on appris dimanche de la cellule de communication et des relations publiques de la sûreté de wilaya. Cette arrestation a eu lieu suite à une plainte déposée par des parents originaires de la wilaya de Mila au sujet de leurs enfants (deux jeunes) qui se trouvaient à El Malah et qui s'approprièrent à embarquer clandestinement à

partir d'une plage de la wilaya de Ain Témouchent. L'enquête déclenchée aussitôt a permis d'identifier le lieu de présence des deux jeunes qui ont été arrêtés à El Malah et les investigations ont conduit jusqu'aux organisateurs de cette opération, a-t-on fait savoir. L'enquête a permis d'arrêter trois autres acolytes qui ont été présentés devant le tribunal d'Ain Témouchent, qui les a condamnés à deux ans de prison ferme assortie d'une amende de 50 000 DA, alors que les deux jeunes originaires de la wilaya de Mila ont été relaxés.

Y. H.

Compagne électorale

Rencontre entre candidat et les citoyens



Djalou@hotmail.com

Tizi Ouzou

La route nationale de nouveau bloquée par des transporteurs de voyageurs à Makouda

Les protestataires dénoncent la «fuite en avant» des autorités face aux revendications des citoyens.

Par Hamid M.

Des transporteurs de voyageurs de la commune de Makouda (20 km au nord de Tizi Ouzou) ont encore bloqué hier la RN 72 à hauteur du lieudit Zaouia pour réclamer la réfection de la totalité des tronçons routiers desservant leurs localités et non un tronçon de 600 m comme suggéré par les services de la direction des travaux publics. La proposition en question a été formulée suite au blocage de cette route mercredi et jeudi derniers. Les protestataires dénoncent la «fuite en avant» des



autorités face aux revendications des citoyens. La fermeture de la RN 72 reliant Tizi Ouzou à une

bonne partie des localités du flanc Nord de la wilaya a contraint les usagers de la route de faire de longs détours pour se rendre à Tizi Ouzou. Jusqu'en milieu d'après-midi d'hier les autorités n'ont pas réagi à cette protestation.

Eau/Santé

Une 2^e station d'épuration des eaux usées pour Blida

La wilaya de Blida a été renforcée par une 2^e station d'épuration des eaux usées, qui devrait contribuer à la réduction des maladies à transmission hydrique (MTH), parallèlement à la protection de l'environnement,

a-t-on appris, dimanche, auprès du directeur de l'unité locale relevant de l'Office national de l'assainissement (ONA). Selon Ali Bicha, cette 2^e structure à l'échelle de la wilaya, est entrée en service, après six ans de travaux, dans la commune de Ben Khelil (Est de Blida). Elle est destinée à la couverture de sept localités, soit Boufraik, Guerouaou, Soumaâ, Ben Khelil, Qued El Alleugue, et Beni Tamou, a-t-il précisé. La station, dotée d'une capacité de traitement de 60 000 m³ d'eau/jour, profitera également à la ville nouvelle de Bouinane, comptant près de 32 000 logements, «dans l'attente de la réalisation d'une station qui lui sera propre», a ajouté le même responsable, signalant la parachèvement de l'étude y afférente avec la sélection d'une assiette adaptée à ce projet de station de traitement des eaux usées, «dont le chantier est attendu au lancement prochaine-

ment», a-t-il indiqué. Toujours selon Ali Bicha, un projet similaire a été programmé pour le traitement des eaux usées des communes de la partie-Ouest de la wilaya, qui sont «actuellement rejetées dans la nature, en constituant un risque tant pour les ressources hydriques souterraines que de surface», a-t-il déploré. Soulignant l'importance de ce projet, inscrit au titre des efforts de lutte contre les MTH», le directeur des ressources en eau de la wilaya, Rabah Mouissi, a mis l'accent sur son rôle avéré dans la préservation de la ressource hydrique souterraine, assurant à 80% les besoins en eau potable de la wilaya de Blida, a-t-il informé. Cette nouvelle station du genre s'ajoute à celle de Beni Merad, assurant la prise en charge des eaux usées des communes du Grand Blida, soit Bouarfa, Blida, Ouled Aich, et Beni Merad, a signalé M. Mouissi.